

## Entretien avec Mme Boursin

WON, Yoon-Soo

**W**on : Vous savez, ces jours-ci, on parle beaucoup de la réforme du système de l'enseignement supérieur chez nous aussi comme chez vous. Nous sommes venus pour savoir, si j'ose dire à fond, le caractère de l'enseignement supérieur en France, tout d'abord, de la Sorbonne, université typique et représentative de la France, n'est-ce pas? J'ai lu le rapport de Monsieur Jacques Attali et j'ai lu également l'entretien de Monsieur Claude Allègre. Quant à vous, vous pouvez, comment dirais-je?, nous expliquer l'état actuel de l'Université française à partir de la Sorbonne?

Boursin : C'est un vaste programme. C'est une vaste question. Alors pour commencer par la fin, quand vous parliez du rapport de Jacques Attali et des projets du Ministre de l'Education nationale, Claude Allègre, il s'agit d'une réforme qui n'est pas encore faite, qui est envisagée pour harmoniser l'organisation des études en France avec l'organisation des études dans les autres pays d'Europe. Nous avons eu une grande cérémonie à la Sorbonne justement au moment où il y a eu l'article de Claude Allègre.—c'était dimanche, il y a 10 jours, dimanche et lundi—où sont venus les ministres de l'éducation de Grande-Bretagne, d'Italie et d'Allemagne. Les

projets d'harmonisation ont été exposés. Alors en quoi consiste ce projet? Il tient au fait que nous, nous avons un certain rythme dans nos études en France qui ne correspond pas actuellement aux rythmes des études dans les autres pays européens. Et donc nous avons le projet de faire quelque chose de commun pour permettre les échanges d'étudiants et pour permettre à des étudiants français, par exemple, d'aller faire une année en Allemagne, ou à un étudiant allemand de faire une année d'étude en France et que cette année s'intègre bien dans son cursus.

La phrase magique du rapport Attali reprise par Claude Allègre, c'est 3-5-8. 3-5-8, cela veut dire qu'il y aurait une première étape d'études à 3 ans après le baccalauréat, une deuxième étape 5 ans après le baccalauréat, et une troisième étape—tout le monde n'y irait pas, bien sûr—8 ans après le bac. 8 ans, ça correspond à peu près au temps du Ph. D. américain. C'est l'un des aspects de la réforme. L'autre aspect de la réforme qui est moins important, mais qui implique beaucoup de transformations quand même dans la conception de nos études, c'est de couper l'année en deux semestres autonomes pour qu'un étudiant puisse aller passer un semestre dans un autre pays, sans que ça coupe une partie de ses études.

Alors trois ans, chez nous, c'est la licence. Mais nous, nous avons une étape inférieure qui est le DEUG (Diplôme d'études universitaires générales), deux ans après le bac. Donc, cette étape-là, qui est une étape importante pour nous, disparaîtrait. Le premier vrai diplôme serait obtenu au bout de trois ans. L'autre problème aussi sur ces trois ans, c'est non seulement le DEUG, mais des diplômes qui ne se font pas à l'Université, mais qui se font en deux ans : les BTS. Vous savez ce que c'est les BTS? Brevets de techniciens supérieurs. Ce sont des diplômes d'ordre technique qui entrent tout de même dans les cursus qui se font en deux ans, et les DUT

(Diplômes universitaires technologiques) qui se font dans ce qu'on appelle les IUT (Institut universitaire de technologie), qui se font en deux ans et qui permettent ensuite à certains étudiants qui le souhaitent et qui en ont le niveau de venir à l'Université. Donc, là pour l'instant, on est dans l'interrogation sur ce qui va advenir de ces diplômes.

Dans la deuxième étape, c'est 5 ans. Aujourd'hui dans l'Université, nous avons une étape importante à 4 ans. 4 ans, c'est la maîtrise. Et c'est la fin de ce que nous appelons le deuxième cycle. Le premier cycle, c'est le DEUG. Le deuxième cycle, c'est licence et maîtrise. Or cette étape à 4 ans disparaîtrait dans le nouveau système. Par contre, il y aurait une étape à 5 ans. Aujourd'hui nous avons deux types de diplôme à 5 ans, nous avons ce que nous appelons les DESS — ce sont des sigles, ces sigles sont toujours un peu barbares —. Diplômes d'études supérieures spécialisées, qui sont des diplômes à caractère professionnalisant que peuvent entreprendre les étudiants qui ont déjà leur maîtrise. Donc, ces DESS sont composés en général de 4, 5 ou 6 mois d'études et de 3 ou 4 mois de stage. Et ensuite l'étudiant est préparé pour aller travailler dans le monde professionnel. Et nous avons un autre type de diplôme, Bac+ 5 qui est le DEA (Diplôme d'Etudes approfondies), qui est un diplôme différent dans la mesure où en principe il ne se suffit pas à lui-même. Il est la première année de la thèse. Là on est à Bac+ 5. Pour aller à l'étape suivante, Bac+ 8, là ce serait la thèse, c'est-à-dire ce que nous appelons la première thèse. C'est pas la deuxième thèse pour devenir professeur d'Université, aujourd'hui l'habilitation, mais c'est la première thèse qui permet de devenir dans notre pays maître de conférence. Là on se trouve à Bac+ 8.

W : De toute façon, pour accepter ce nouveau système, il y aura quand même beaucoup de difficultés...

B : Oui, je crois que sur le plan politique, le Ministre est tout à

fait prêt à l'accepter. Sur le plan du principe, les Présidents des Universités, ils sont favorables. C'est une nécessité d'arriver à une harmonisation idéale, même si chacun garde un certain nombre de ses spécificités. Il est certain que sur le plan pratique, cela demande une mise en place, d'abord une réflexion, diplôme par diplôme, et ensuite un temps de mise en place qui peut être important, peut-être je ne sais pas du tout, je n'ai aucune lumière sur cette question, mais peut-être un an, deux ans, en tout cas c'est forcément assez long car il y a des applications pratiques qui sont difficiles.

W : Il s'agit de la licence. Dans le système actuel, à la licence, vous avez beaucoup d'échecs, n'est-ce pas?

B : Alors, oui et non. Après je poserai des questions sur l'Université en Corée, car je suis très ignorante, très curieuse de savoir comment ça se passe. Alors en licence, nous n'avons pas énormément d'échecs. C'est avant que nous avons des échecs. Nous avons des échecs en DEUG, parce qu'en France, il n'y a pas de sélection à l'entrée de l'Université. On entre directement. Toute personne qui a le baccalauréat peut entrer à l'Université. En France, nous avons, en plus, maintenant beaucoup de types de baccalauréat. Il y a le baccalauréat général. Moi, j'ai passé quand j'étais jeune, j'ai passé mon baccalauréat en 1963. A l'époque il y a très peu de baccalauréat. Il y a, c'était littéraire, ou bien c'était mathématique, ou bien c'était, ce qu'on appelait science expérimentale, c'est-à-dire la biologie, ça préparait à la médecine. Aujourd'hui, ce n'est plus vrai. Il y a 50, 60, 70 séries de baccalauréat. Et certains baccalauréats, ce qu'on appelle des baccalauréats professionnels, certains sont des baccalauréats technologiques. Ils ont à la fois des niveaux et des disciplines extrêmement différents. Quelqu'un qui a fait un baccalauréat professionnel a le droit de venir, s'inscrire ici à la Sorbonne en DEUG d'histoire de l'art par exemple. Alors, on lui donne des conseils. Moi dans mon service, on lui explique qu'il aura beau-

coup de difficultés, parce qu'il n'a pas une culture qui le prépare. Mais malgré tout s'il veut s'inscrire, il s'inscrit. C'est ainsi que nous avons un pourcentage important d'échec, disons un peu moins aujourd'hui qu'avant, parce qu'on a changé, on a assoupli un peu les formules d'examen, mais on arrive à 40 % d'échec, si on compte le DEUG sur trois ans, c'est-à-dire qu'ils doivent le faire en deux ans. Si on compte en deux ans, à peu près 60% d'échec. Mais si on compte en trois ans, à peu près 40% d'échec. Mais les gens qui échouent, c'est beaucoup. C'est beaucoup trop. Mais les gens qui échouent, ce sont des gens bien souvent qui échouent dès le début, parce qu'ils ont des études inférieures aux lycées qui sont pas du tout, qui ne préparent pas du tout à l'Université, et puis d'autre part, certains qui ont fait des études moyennes, dirons-nous, ne sont pas faits pour l'Université. C'est-à-dire à l'Université en France, je sais pas comment c'est en Corée, mais les étudiants sont très libres. Au lycée, ils ont 35 heures de cours par semaine. On leur donne des devoirs ; les professeurs corrigent les devoirs ; s'ils ne les font pas, ils seront punis. C'est un peu comme les petits enfants, quoi. Quand ils arrivent ici, ils ont beaucoup moins d'heures de cours, ils ont 18 heures par semaine. S'ils ne sont pas là, il n'arrivera rien. S'ils sont au cinéma, on se promenait, il n'arrivera rien. Pour un jeune garçon, une jeune fille qui a 18 ans, c'est très tentant, la liberté. On lui donne beaucoup de travaux personnels. On lui donne beaucoup de lectures. Mais s'il ne les fait pas, il n'y aura pas de contrôle. Il a quand même des exercices, des examens partiels, mais de temps en temps. S'il ne les fait pas, en fait, la sanction, c'est seulement à la fin de l'année. Et à la fin de l'année, il s'aperçoit que ça n'a pas marché du tout. Donc, ça explique aussi un peu le système des échecs. Quand je vous disais tout à l'heure, non ce n'est pas en licence, c'est que ceux qui ont réussi à passer la barrière du DEUG, en général, ils réussissaient bien en li-

cence. Parce que ça veut dire qu'ils avaient eu le niveau, ils ont compris comment il fallait travailler. Quelques fois, certains à la première année apprécient trop la liberté : à bout d'un an, on sait bien, ils ont compris qu'il faut travailler. A ce moment-là, ça marche bien ensuite. C'est pas très grave. On n'est jamais fait dans la vie. Mais arriver en licence est moins d'échecs.

W : Je vous pose encore une question. Il s'agit de la licence. Ici à la Sorbonne, vous gardez la discipline, par exemple, il y a département de la littérature française, et puis département de la littérature anglaise, de toute façon, en faisant la culture générale, on garde toujours les départements...

B : Ah oui, on garde les disciplines. Les disciplines, on garde, en effet, comme vous le disiez, une structure formelle liée à la discipline. Alors, pour certaines disciplines, par exemple, l'anglais, le DEUG et la licence, tous correspondent à une discipline, donc à un département. Ces départements sont appelés, à une certaine époque, facultés quand nous étions jeunes. Aujourd'hui, ils s'appellent l'UFR (Unité de formations et de recherches). Donc, il y a une UFR d'anglais qui correspond à une licence d'anglais. Dans certaines disciplines, comme par exemple les lettres, si on prend les lettres classiques, 4 UFR interviennent dans la composition de la licence de lettres classiques : UFR de littérature française, UFR de langue française qui n'existait pas quand nous étions jeunes, qui correspond à la grammaire et à l'ancienne philologie, UFR d'études latines, et UFR d'études grecques. Donc, plusieurs UFR peuvent participer elles-mêmes à une même licence, à un même diplôme.

W : Très bien. De toute façon, le DEUG, c'est diplôme d'études universitaires générales, n'est-ce pas? On étudie, on obtient le DEUG pour..., comment dirais-je?, bien accueillir les disciplines entre elles, n'est-ce pas?

B : Théoriquement oui. Quand on parle de la réforme, vous sa-

vez, on a eu beaucoup de réformes, en ces derniers temps. Alors là, c'est une grande réforme qui va être plus importante que celle dont nous sommes en train de parler. Mais nous avons déjà plusieurs réformes, ces dernières années. Il y a eu une réforme du DEUG, il y a deux ans. On s'est trouvé confronté aux problèmes que, comme je vous le disais tout à l'heure, beaucoup d'étudiants arrivent à l'Université et échouent en DEUG. Certains échouent pour des raisons que je vous ai dites : certains échouent aussi parce que, enfin on a pensé tout au moins, ils ne savaient pas vraiment à quoi correspondait la discipline qu'ils avaient choisie. Par exemple en France, on n'enseigne pas l'histoire de l'art au lycée. Donc, un étudiant qui choisit l'histoire de l'art, il ne sait pas ce qu'il va faire. En France, on apprend par exemple l'histoire, l'histoire on l'apprend au lycée, mais pas de la même manière qu'à l'Université. Donc un étudiant peut aimer l'histoire au lycée, et ne pas aimer l'histoire à l'Université. Les langues, si on prend l'allemand, par exemple, nous avons un niveau très élevé d'allemand, ici à la Sorbonne. Un étudiant peut être assez bon, moyen en allemand, au lycée, et être absolument nul ici. Donc, on a voulu faire, ce qu'on a appelé un semestre de réorientation qui a fonctionné en fait cette année 1997-1998 pour la première fois. Et ce semestre d'orientation était en quelque sorte une phase d'observation pour l'étudiant. Pour limiter les risques d'échec, le principe était de lui donner deux disciplines : une discipline majeure, par exemple, histoire de l'art, et une discipline mineure, par exemple histoire. Et on l'a appelée la discipline d'ouverture. Si au bout d'un semestre arrivé au mois de janvier, il s'apercevait que la discipline majeure qu'il avait choisie, histoire de l'art, ne convenait pas, il pouvait plus facilement se réorienter vers la discipline mineure, la discipline d'observation qui était l'histoire. Alors, à ce moment-là, il avait deux disciplines, au niveau de la première année de DEUG. Ensuite, il était amené à se recentrer,

à choisir, sur une discipline.

W : Très bien, très bien. De toute façon, le DEUG, ça veut dire l'étude de la culture générale. Vous donnez beaucoup d'importance à l'étude de la culture générale, mais ce n'est pas pour abolir les disciplines, c'est pour bien saisir, bien approfondir les disciplines.

B : Tout à fait.

W : N'est-ce pas?

B : C'est tout à fait vrai dans notre système, aussi bien dans notre système scolaire. Contrairement à d'autres pays, nous gardons beaucoup de disciplines, jusqu'au baccalauréat.

W : Très bien.

B : Dans certain pays, par exemple, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, l'élève choisit beaucoup plus tôt quelques disciplines. En France, il y a jusqu'au bout, même s'il en fait plus, il en fait moins, mais il y a l'histoire jusqu'au bout, il y a la géographie jusqu'au bout. Peut-être il doit en faire trois heures dans une section, il doit en faire cinq heures dans une autre, il doit en faire deux heures dans une autre, mais il aura toujours l'histoire. La philosophie, ils vont faire plus, ils vont faire moins, mais ils vont faire toujours un peu. Donc, on essaie de garder ça. Dans le cadre du début des études, au moins du DEUG, on essaie effectivement de garder quand même les ouvertures sur plusieurs disciplines pour qu'ils aient un fond de culture générale.

W : Très bien. Je voudrais savoir le passage entre la licence et la maîtrise.

B : Là, je vais vous répondre pour la Sorbonne, pour Paris 4 et les études littéraires, parce que ce n'est pas tout à fait pareil dans d'autres disciplines, comme par exemple le droit ou l'économie, ni même au Celsa où j'enseigne, qui fait partie de la Sorbonne, mais qui est un Institut de communication. Nous avons un système différent. Dans le système générale littéraire, c'est-à-dire ici, la licence, c'est un diplôme avec des



modules. Les modules, c'est-à-dire les groupes, enfin une discipline mais c'est un ensemble d'examens qui est à avoir en général en écrit et en oral et qui correspond à un enseignement de trois heures par semaine, à peu près, la plupart du temps, une heure et demie de cours magistral préparé par un professeur, et un TD (travaux dirigés). Donc à la fin de sa licence, l'étudiant a à passer 5 ou 6 modules. S'il a ces 5 ou 6 modules, il est reçu. Nous avons depuis 2 ans,— c'est une autre réforme—, le système de la capitalisation et le système de la compensation. Le système de la capitalisation, c'est-à-dire si un étudiant, par exemple, réussit deux modules, il aura 4 l'année suivante, ou même 10 ans après, il aura seulement les 4 autres modules à repasser. Il a eu les deux. Ça, c'est la capitalisation. La compensation, c'est que, alors que jusque-là, il fallait avoir 10 sur 20 en moyen partout, maintenant il faut avoir 10 sur 20 sur l'ensemble. Il peut avoir 12 quelque part, et 8 ailleurs. Alors c'est là, je vous disais tout à l'heure, les échecs, c'est moins qu'autrefois. Ça, c'était un système qui a fait que les échecs sont moins qu'autrefois, parce que c'est moins difficile d'avoir 10 en moyen que 10 à chaque endroit. Donc, c'est vrai que le taux d'échec, en licence, on est arrivé à 20 % du taux d'échec, c'est quand même moins important.

Alors pour passer en maîtrise, il faut avoir sa licence, ou quelquefois, ce qu'on appelle la licence transitionnelle, c'est-à-dire au lieu de 6 modules, on peut en avoir 5, par exemple. Et on va passer le 6e ensuite. Mais, la maîtrise, ici et dans la plupart des universités littéraires, c'est un type d'enseignement différent. C'est-à-dire la plus grande partie de la maîtrise, c'est un mémoire à rédiger. C'est une recherche, un petit peu comme une thèse, mais beaucoup plus petit. Donc, l'étudiant a peu de cours dans la semaine ; il a 3 ou 4 heures de cours ; il a un module à passer, et puis il a, ce qu'on appelle, un séminaire de recherches et dans ce séminaire de recher-

ches, le professeur fait une sorte de cours mais en même temps voit avec les étudiants. Au bout de l'année, il doit rendre son mémoire qui fait à peu près une centaine de pages, et soutenir son mémoire devant les jurys, c'est-à-dire expliquer en un quart d'heure ou vingt minutes, ce qu'il a fait, ce qu'il a trouvé, ce qu'il a cherché à réaliser, et les professeurs et les jurys lui posent quelques questions et puis, il a sa maîtrise. Dans d'autres universités, comme en droit ou en science économique, et au Celsa où j'enseigne, c'est un peu différent, parce que la maîtrise, c'est une année qui ressemble plus à la licence. Il y a aussi beaucoup de cours, il y a aussi des examens à passer, des modules à passer, mais en plus quand même en général il y a un mémoire. Mais souvent le mémoire est moins important, puisque toute l'année n'a pas été consacrée en mémoire. L'année était consacrée à des cours et à des examens.

W : Celsa, c'est quoi ça?

B : Alors, Celsa, c'est compliqué, l'histoire de Celsa. C'est une UFR, un département de la Sorbonne, de Paris 4, mais qui était créé tardivement, parce que la communication, c'est quelque chose de récent, surtout en France. Aux Etats-Unis, c'était plus tôt, mais en France, c'est récent. Et le sens de Celsa, c'est le centre d'études littéraires supérieures appliquées. Ça voulait dire quoi? C'était dans les années où vous avez fait vos études en France et moi j'ai fait mes études aussi, un certain nombre d'étudiants faisaient des études de lettres, de littérature mais ne souhaitaient pas de devenir professeurs. Mais ils s'en apercevaient, quand ils avaient leur licence, quand ils avaient leur maîtrise. Alors le Celsa leur refait à ce moment-là une formation d'un an, avec des cours, des conférences, des stages pour s'adapter au monde de l'entreprise. Et au bout d'un an, alors on délivrait un diplôme, et ils trouvaient—à l'époque, c'était en plein emploi—, ils pouvaient trouver des places dans le monde d'entreprise. Et puis

le Celsa a changé d'orientation vers les années 74, 75 et devenu une école d'information et de communication. C'est-à-dire qu'on fait tout le cycle maintenant, du DEUG au Doctorat, mais avec un DEUG qui est vraiment très accés sur la culture générale, et ensuite les études se spécialisent soit vers le journalisme, soit vers la gestion de la relation humaine, les relations publiques, le marketing, la publicité, enfin, vous voyez tout ce genre de choses.

W : Très bien. Cette fois, il s'agit de la formation professionnelle. Vous savez, à l'Université, tout d'abord, il faut s'occuper de la formation initiale, mais à la fois il faut penser à la formation professionnelle dans le temps.

B : La formation dans le temps, la formation continue, vous voulez dire?

W : Et formation continue, et à la fois il faut penser à la formation professionnelle.

B : Alors effectivement, nous avons les deux aspects. C'est-à-dire pour être bien clair, la formation professionnelle, ce n'est pas, à priori, la vocation d'Université, c'est-à-dire on ne commence pas la formation professionnelle depuis le début des études. La formation professionnelle se fait dans d'autres types d'établissements, se fait dans les IUT (Institut universitaire de technologie), dans les BTS dont je vous ai parlé (Brevets techniciens supérieurs), dans toutes sortes d'écoles, mais pas vraiment à l'Université. Mais à côté de cela, nous avons un certain nombre de diplômés, qui sont soit des diplômés de 2e cycle, soit des diplômés de 3e cycle, les DESS, dont je vous ai parlé tout à l'heure, qui sont de la formation, ce qu'on appelle professionnalisée ou professionnalisante. C'est-à-dire ce sont des étudiants qui ont fait 3 ans ou 4 ans d'études classiques, et pendant un an, on va leur faire des études plus opérationnelles, plus pratiques. C'est ainsi qu'ici, nous avons plusieurs DESS, une musicologie dans le domaine de la gestion de la musique, c'est-à-dire des gens qui vont

s'occuper de gérer, par exemple, des salles de concerts de conservatoire. Nous avons deux DESS en géographie sur l'aménagement du territoire, sur la logistique des transports dont ils ont accès sur des aspects professionnels très marqués. Au Celsa où j'enseigne, nous avons un très grand nombre de DESS qui sont... Et même notre maîtrise, elle est déjà professionnalisée. Là, c'est un cas particulier. En plus, les DESS qui sont bien sûr professionnalisés, sur des aspects opérationnels de la gestion des relations humaines, du marketing, de la publicité, et même d'autres encore beaucoup plus pointus, comme l'audit management, ou quelque chose comme ça. C'est vraiment très pointu. Alors, ça, c'est pour la partie de la professionnalisation. Et pour vous dire que c'est aujourd'hui, une préoccupation importante de l'Université, nous venons de changer de Président la semaine dernière. Et dans les nouveaux Professeurs délégués, c'est-à-dire chargés de mission, l'un d'eux, Jean Collègue, est chargé de la professionnalisation. La professionnalisation, c'est les formations que nous avons, c'est le fait de réfléchir à d'autres types de formations que nous pourrions créer à partir, d'une part, des enseignements que nous avons, et d'autre part, en faisant appel à d'autres Universités, à d'autres compétences, aussi, peut-être à des professionnels pour former des étudiants sur le plan plus opérationnel. Ici nous avons aussi tout un département qui est le département LEA (langues étrangères appliquées) qui est un département dans lequel on étudie deux langues à niveau égal mais avec une optique non pas de littérature, d'histoire, mais une optique professionnelle qui est tournée vers le commerce international, donc avec une maîtrise qui est aussi professionnalisée et des stages (licence, maîtrise professionnalisées) et un DESS de commerce international. Ça, c'est le côté de la professionnalisation. Nous avons aussi encore beaucoup de choses à faire en ce moment.

Et puis à l'autre côté, qui est le domaine de la formation

permanente, formation continue qui est de reprendre des gens qui ont fait leurs études, il y a dix ans, il y a quinze ans, il y a cinq ans, il y a vingt ans, pour leur redonner une formation. Alors là il y a différents types de formations. Enfin, il y a essentiellement deux types : il y a une formation continue qui est permanente, qui est ponctuelle, c'est-à-dire sur un point précis. Ici nous avons un service de la formation continue. Si dans une entreprise quelqu'un, un certain nombre de gens ont besoin d'une formation supplémentaire dans une langue que nous enseignons ici, nous lui offrons un service de formation continue, c'est-à-dire un module de 30 heures, 40 heures, 50 heures, qui va être adapté à son besoin, besoin exprimé par l'entreprise. Mais cette formation va donc lui donner des connaissances, mais ne va pas lui donner un diplôme. Ce n'est pas ce qu'on appelle une formation diplômante. Par contre, nous avons au Celsa, il y a dans un certain nombre, on a des projets dans ce domaine. A Paris 4, on ne fait pas encore, sauf Celsa, et puis ça existe dans d'autres Universités. Ce sont des formations diplômantes, c'est-à-dire des formations qui sont, soit spécialement adaptées, soit on les fait entrer dans un DESS normal, plupart des cas, mais avec des modèles, avec plus de souplesse, pour la durée, pour passer le diplôme etc.. Et on va leur faire passer, leur offrir un DESS de gestion de relation humaine en formation continue. Donc il aura un diplôme. Peut-être il va faire son DESS en 8 mois, il va le faire peut-être en deux ans, en trois ans, en le faisant par petits morceaux, et puis le stage à un autre moment, parce que quelque fois il y a différents cas, venant des entreprises, des différentes attitudes. Certaines sont prêtes à laisser partir le salarié huit mois ou un an complètement et le reprendre ensuite. Quelqu'un peut faire sa formation dans la durée normale, mais quelques fois l'entreprise ne souhaite pas laisser partir le salarié si longtemps. A ce moment-là, il peut faire quelque chose soit sur

deux mois et puis reprendre après, soit il va faire quelques heures et puis reprendre après.

W : A vous entendre, vous faites des efforts pour s'adapter aux changements du temps en gardant la valeur traditionnelle.

B : Tout à fait. C'est d'ailleurs le slogan de la Sorbonne. Le slogan, si j'ose dire, c'est tradition et modernité.

W : Oui, c'est ça. Mais vous savez, autrefois, à l'Université, c'est la formation des élites, mais ces jours-ci, la formation des masses. On est obligé, n'est-ce pas? C'est pourquoi, ça pose beaucoup de choses à faire pour les universitaires comme vous. Je voudrais savoir, Madame, la relation entre l'Université et les Grandes-Ecoles. C'est un cas particulier de la France, n'est-ce pas?

B : Oui, c'est un cas particulier de la France. La relation est complexe. C'est-à-dire là, il y a une raison historique. On en a beaucoup parlé, lors de la commémoration de huit centième anniversaire de la Sorbonne, il y a dix jours. L'Université en France a toujours été un lieu, sinon de rébellion, du moins qui a toujours inquiété les pouvoirs en place, parce que les étudiants, c'étaient remueurs, et les professeurs, c'étaient pas toujours..., qui étaient des religieux au départ, mais ensuite qui n'étaient pas religieux, qui n'étaient pas toujours obéissants vis-à-vis du pouvoir royal et ensuite du pouvoir impérial. Et à une certaine époque, qui a été largement l'époque de la révolution française, à l'époque de l'empire, on a créé les Grandes-Ecoles, les unes après les autres qui étaient supposées être plus dociles. Ces Grandes-Ecoles ont été créées dans des disciplines, dans des axes extrêmement précis, et ont été créées en tant que lieu d'excellence et sont restées, d'ailleurs, en lieu d'excellence.

Par la suite, il n'y a plus eu tellement cette question de rébellion, d'obéissance. Aujourd'hui, c'est plus du tout problème. Mais nous avons des Grandes-Ecoles dans divers domaines. Comme vous le savez, nous avons les Ecoles nor-

males supérieures dans les domaines des lettres et des sciences humaines, qui ont une très grande réputation, qui étaient destinées à l'origine à l'enseignement, qui à certaines époques, ont donné non seulement de grands professeurs, mais aussi à l'époque où il n'y avait pas l'ENA (Ecole nationale d'administration), elle a donné de grands administrateurs. Nous avons les écoles scientifiques, l'école polytechnique, l'école centrale. Nous en avons beaucoup comme l'école d'ingénieur, qui, elle aussi, a non seulement donné les ingénieurs, mais tout autre chose d'ingénieurs : les grands cadres des industries, des grosses entreprises, les cadres du Ministère d'industrie. Et puis, nous avons alors créé beaucoup plus tardivement, les écoles commerciales, les plus importants étant HEC, ESSEC, ECP, etc... Et puis nous avons l'ENA qui est aussi une Grande-Ecole. Elle forme les grands administrateurs de la haute fonction publique. J'ai été moi-même vice-présidente du jury de l'ENA il y a deux ans, et j'ai vu défiler devant moi tous les deux cents candidats reçus à l'oral donc admissibles, sur lesquels nous avons reçu une centaine. Donc, il y a toujours plusieurs divergences entre l'Université et les Grandes-Ecoles. Les Grandes-Ecoles sont des lieux d'excellence, mais l'Université se veut aussi un lieu d'excellence. Elle l'est au moins dans les cycles supérieurs, c'est-à-dire les doctorats, les habilitations. Ici nous délivrons quatre cents doctorats par an. Il y en a dix mille dans toute la France, vous voyez, c'est vraiment énorme. Mais les Grandes-Ecoles n'en sont pas confrontées à l'enseignement de masse. Les Grandes-Ecoles font les sélections. On entre dans les Grandes-Ecoles, après en général, deux années de ce qu'on appelle les classes préparatoires. Déjà, on est sélectionné pour entrer dans cette classe, ensuite on travaille beaucoup, et ensuite on passe un concours qui est très sélectif pour entrer dans les Grandes-Ecoles. Et donc, les Grandes-Ecoles récupèrent, admettent des élèves qui ont déjà de très bon niveau. C'est vrai qu'à la

sortie, en général, ils sortent des éléments de très bon niveau. Alors certaine Université, elle est obligée de gérer les masses importantes. Elle a toujours des étudiants de très bons niveaux, mais qui évidemment ne sont pas à la totalité, puisqu'au début on avait tout. C'est vrai, quand on arrive au niveau de la maîtrise, au niveau du DEA et du doctorat, on a des étudiants très bien, mais qui ont dû émerger après beaucoup de difficultés. Alors périodiquement, on parle de supprimer les Grandes-Ecoles, on parle d'aligner les Grandes-Ecoles sur le système universitaire. C'est vrai que notre Ministre Claude Allègre, semble développer cette idée. Mais en même temps, il y a une très grande résistance en France vis-à-vis de cet alignement. Pour une bonne raison, c'est que tous nos gouvernants, tous les gens qui comptent en France ou presque sont passés par ces Grandes-Ecoles. Donc, quand on parle de la réforme à l'ENA, c'est extrêmement difficile, parce que 9 ministres sur 10 ont fait l'ENA, et tous les cadres supérieurs des ministères ont fait l'ENA, le Président de la République a fait l'ENA, le premier ministre a fait l'ENA. Donc sur le papier, ou en parole, tout le monde est prêt à dire qu'il faut réformer, même certains, il faut supprimer, mais quand on arrive dans les faits, il y a toujours un énorme blocage. Donc pour les Grandes-Ecoles, on est un petit peu dans l'interrogation.

W : Mais de toute façon, les Grandes-Ecoles dépensent beaucoup de budgets à l'enseignement supérieur. Je dirai même l'inégalité dans ce domaine-là.

B : C'est-à-dire que... Oui. Les Grandes-Ecoles, c'est certain. Le montant... Tout au moins les Grandes-Ecoles publiques, d'Etat. C'est un budget beaucoup plus important par étudiant, pour leurs étudiants, parce qu'elles ont des effectifs bien moindres, elles ont des locaux, elles ont l'encadrement beaucoup plus important par l'étudiant. Alors certaines Grandes-Ecoles ne fonctionnent pas sur le budget de l'Etat. C'est-à-



dire les écoles commerciales sont des écoles privées. Donc elles ne fonctionnent pas sur le budget de l'Etat.

W : De la part des professorats, les Universités acceptent cet alignement avec les Grandes-Ecoles, de la part de l'Université?

B : C'est un peu difficile de vous répondre. Mais le problème principal qui se pose, c'est plutôt du côté des Grandes-Ecoles, parce que l'alignement se ferait des Grandes-Ecoles vers l'Université, donc vers une relative disparition des Grandes-Ecoles par alignement sur l'Université. Mais pour l'Université, il y a beaucoup moins de questions d'alignement sur les Grandes-Ecoles. Donc les plus hostiles, ce sont, bien sûr, les gens de Grandes-Ecoles.

W : Pour les Grandes-Ecoles, ce serait plutôt une sorte de fusion.

B : Ce serait plutôt une sorte de fusion. Mais tout le monde est bien, enfin, d'accord, c'est beaucoup dire, mais certains parlent de fusion, certains parlent d'alignement, d'entrée dans la ronde, il y a toutes sortes de termes. Mais dans la pratique, qu'est-ce que ça peut vouloir dire? C'est ça le problème. Ou bien on a parlé à un certain moment, de la démocratisation des Grandes-Ecoles. Le terme n'est sans doute pas approprié, parce que c'est pas la question de la démocratisation. C'est pas le temps de la démocratisation, sauf pour les Grandes-Ecoles payantes comme les écoles commerciales, mais c'est une question de nombres des étudiants qui entrent. Alors, à un certain moment, on a augmenté le nombre d'étudiants qui entrent dans la polytechnique, par exemple. On a multiplié par ennème à certains moments. Ça, ça ne fait pas véritablement une révolution. C'est pas un changement radical. Bien des écoles, c'est vraiment très difficile d'augmenter. On va plutôt vers une diminution. Si on parle de l'ENA, par exemple, on va plutôt vers une diminution, parce que le problème, c'est qu'on ne sait plus quel poste donner à la sortie aux

élèves qui sortent de l'ENA. Et on est supposé leur donner des postes de niveaux suffisamment élevés. Donc, le nombre de postes tient compte des besoins exprimés. Si on parle de fusion, à ce moment-là, est-ce qu'il y a encore une résistance? Est-ce que carrément et simplement la suppression des Grandes-Ecoles? C'est une grande bataille idéologique pour savoir si un jour on les supprime. Le Ministre d'éducation, Claude Allègre, lui sort de l'Université. On a un cas particulier. On a un Ministre qui sort de l'Université, qui est professeur à une Université, qui est un grand chercheur très reconnu dans son domaine, qui a un prix important, qui n'est jamais passé par les Grandes-Ecoles. Donc, lui a tendance à dire qu'il faut réhabiliter l'Université, que les Grandes-Ecoles n'ont pas véritablement de raison d'être. C'est vrai, c'est une lutte d'influence extrêmement forte. On ne sait pas où on va de ce côté-là. Est-ce que vous avez des Grandes-Ecoles en Corée?

W : Non, mais vous savez, c'est très difficile à vous expliquer, parce que pour nous, la référence, c'était l'Université américaine. C'est pourquoi nous adoptons le système de l'enseignement supérieur des Etats-Unis. C'est aussi très difficile à expliquer, mais nous autres Coréens aussi, nous avons une sorte de Grandes-Ecoles à la coréenne. De toute façon, vous savez, j'ai lu des livres, des journaux, j'ai rencontré des universitaires, et puis j'étais à quelques Grandes-Ecoles en France, mais à mon avis, si j'ose dire, vous autres Français, vous voulez garder l'égalité de l'enseignement supérieur à l'esprit républicain, c'est ça. Mais à la fois vous ne voulez pas abandonner l'enseignement des élites.

B : Oui, mais ça, c'est un gros problème.

W : N'est-ce pas?

B : Je crois que vous connaissez très bien notre système universitaire. Notre système d'enseignement supérieur, vous comprenez fort bien. C'est un problème, parce que, d'un côté,

nous avons l'idée de l'enseignement des élites. Il y a 30 ans, 40 ans, les Universités étaient faits encore pour l'enseignement des élites. Et aujourd'hui on veut, d'un côté, même à l'Université, dans une Université comme la Sorbonne, c'est très vrai, garder l'enseignement des élites. Nous avons ici des élites, non seulement pour les doctorats dont je vous ai parlé tout à l'heure, mais aussi pour le concours de l'enseignement que j'avais oublié tout à l'heure de mentionner, c'est-à-dire l'agrégation, le CAPES. Moi, j'ai passé l'agrégation de lettres classiques, il y a longtemps. Nous avons d'excellents résultats ici à Paris 4. Nous avons le meilleur résultat de la France. Ici dans un certain nombre de disciplines, en lettres, dans un certain nombre de langues, en histoire, nous avons un très bon résultat aussi. Mais en même temps, il y a cette mission-là. Et puis il y a l'autre mission qui est d'amener un grand nombre d'étudiants, une masse d'étudiants vers le plus haut possible dans le diplôme, au moins au niveau Bac +3 dans le nouveau système. Alors, quant aux Grandes-Ecoles, leur projet, leur souci, c'est bien sûr, uniquement les élites. Mais dans notre conception française, ce système dit élitiste, qui certes est critiqué par un certain nombre de gens, est quand même un système démocratique puisqu'on l'obtient par concours, et que ce n'est pas par l'influence, par protection, par etc.. Mais c'est ce qu'on appelle l'élitisme républicain, parce que vous avez employé les termes, c'est un terme cher à celui qui est aujourd'hui devenu Ministre de la défense, Jean-Pierre Chevènement, qui a été Ministre de l'éducation pendant certains temps. L'élitisme républicain, c'est de permettre à des élèves de milieux modestes d'origine, de passer, de franchir les différents niveaux par le bon résultat ou par la réussite de concours. Les deux sont un peu contradictoires, d'un côté, parce qu'on a l'enseignement de masse et l'objectif de dégager des élites, mais en même temps il y a un côté démocratique. Mais un côté..., une ambivalence qui est pas facile à gérer.

W : Votre spécialité, c'est...

B : Moi, je suis professeur..., alors, moi, c'est un peu compliqué. Parce que j'ai fait des études de lettres, je suis agrégée de lettres classiques, français, latin, grec. Et ensuite, j'ai fait un doctorat, ici à la Sorbonne, en latin, en études latines. Ensuite, j'ai changé de discipline. J'ai fait des études de communication, et je suis professeur en sciences de l'information et de la communication. Ma spécialité, c'est la communication politique.

W : Très bien.

B : J'enseigne au Celsa, mais j'ai une double fonction. J'enseigne au Celsa, d'un côté, Celsa qui est un département de la Sorbonne, Paris 4, et ici à la Sorbonne, je dirige un service, qui est un service important de 13 personnes, qui s'occupe de l'information, de l'orientation, des stages, de relation entre les entreprises et récemment des relations publiques. Donc c'est un... à large service

W : Très bien. Je dirais même, c'est très moderne.

B : Très moderne. Vous voyez, même dans ces lieux, on peut être très moderne.

W : Oui c'est ça. Merci beaucoup, je vous avais pris beaucoup de temps...

B : Ah! Mais pas du tout. Pour moi, c'était un très grand plaisir. Je serais heureuse de connaître certaines choses sur votre enseignement dans votre pays.